

Cette présentation a été effectuée le 9 décembre 2015, au cours de la journée « Évaluer les impacts sociaux en environnement » dans le cadre des 19^{es} Journées annuelles de santé publique (JASP 2015). L'ensemble des présentations est disponible sur le site Web des JASP à la section Archives au : <http://jasp.inspq.qc.ca>.

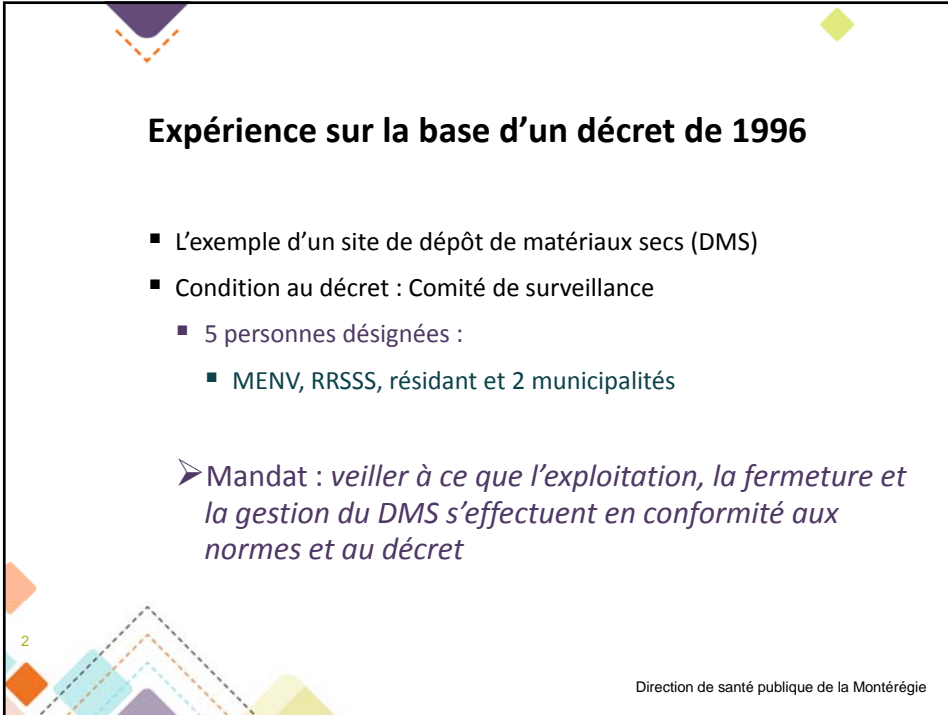


COMITÉ DE SURVEILLANCE : EXPÉRIENCE DU TERRAIN EN MONTÉRÉGIE

ATELIER MÉTHODOLOGIQUE – ÉVALUER LES IMPACTS SOCIAUX EN ENVIRONNEMENT

Présentation aux JASP
Louise Lajoie, médecin-conseil
Marie-Johanne Nadeau, coordonnatrice
Secteur Santé environnementale
9 décembre 2015

 Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre
Québec 
Direction de santé publique



Expérience sur la base d'un décret de 1996

- L'exemple d'un site de dépôt de matériaux secs (DMS)
- Condition au décret : Comité de surveillance
 - 5 personnes désignées :
 - MENV, RRSSS, résidant et 2 municipalités

➤ Mandat : *veiller à ce que l'exploitation, la fermeture et la gestion du DMS s'effectuent en conformité aux normes et au décret*

2

Direction de santé publique de la Montérégie

Particularités – Phase 2010-2014

- **Changement de propriétaire de l'entreprise / relance du Comité de surveillance**
- **Importante mise à niveau des infrastructures et de la gestion**
 - Investissement de plusieurs millions de dollars
 - Fermeture définitive du site d'enfouissement
- **Diversification des activités de l'entreprise**
 - Centre de tri : usine de broyage et production de combustibles alternatifs (2.5 millions de dollars) Recyc-Québec, Investissement-Québec, Banque Nationale du Canada
- **Expansion du parc industriel et interférence des sources de nuisances**
- **Développement domiciliaire à proximité du site**

3

Direction de santé publique de la Montérégie

Contribution de la DSP de la Montérégie

- **Dans le cadre du Comité de surveillance**
 - Mode prévention
 - Participation à une démarche de gestion de risques sous la responsabilité d'autres acteurs

- **Contribution à l'évaluation globale du respect du décret**
 - Analyses de rapports et opinions sur le contrôle des émissions et nuisances
 - Réseau de captage, étanchéisation du site, reprofilage du fossé limitrophe, ensemencement et plantation d'arbres, recouvrement final, équipements adéquats, bruit, odeurs, poussières, brumatiser, protection du personnel,
 - Information à la population

4

Direction de santé publique de la Montérégie

En marge du comité de surveillance

- Urgences environnementales (mode protection)
- Réponses aux plaintes provenant de la communauté
- Demandes médias
- Avis de santé publique
 - Mesure de sulfure d'hydrogène et plaintes d'odeurs (2014)
 - Système de brumisation OdoControl Floral (2013)
 - Effets possibles sur la santé en lien avec les odeurs (2011)

5

Direction de santé publique de la Montérégie

PARTICIPATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE :

...DES DÉFIS

...DES FACTEURS D'EFFICACITÉ

6

Direction de santé publique de la Montérégie

Défi
Arrimage du cadre réglementaire
et
acceptation sociale

7

- **Un projet jugé « socialement acceptable »...**
...MAIS que des citoyens n'ont jamais accepté!
- **Un cadre légal et réglementaire complexe et évolutif**
- **Une entreprise qui a des obligations et des droits**
- **Un comité de surveillance qui peut être confronté à des attentes « multidimensionnelles » en gestion des risques :**
 - Mise en commun de connaissances scientifiques et techniques (enjeux de communication)
 - Juste prise en compte des dimensions sociales, économiques et de perception des risques
 - La « laborieuse » gestion des nuisances
 - Très significative pour les citoyens
 - Peu de normes
 - Zones d'autorités mitigées

Direction de santé publique de la Montérégie

Défi
Réunir les conditions d'efficacité

8

- **Volonté de solutions de l'entreprise**
- **Qualité de la présidence du Comité**
- **Vision du mandat : proactif, réactif, passif, neutre, imputabilité vis-à-vis la communauté**
- **Responsabilités des parties prenantes = climat de confiance**
 - S'informer, se consulter, s'impliquer et collaborer
- **Gestion des interférences et des stratégies mixtes**
 - Des citoyens : recours collectifs, pressions politiques et médiatiques
 - Du MDDELCC : mode collaboratif/coercitif/imputabilité quant aux contrôles qu'il doit exercer
 - De l'entreprise : contre-expertise de consultants, litiges légaux, enjeux économiques
 - Des municipalités : La Prairie (gestion du parc industriel, choix d'aménagement) / Candiac

Direction de santé publique de la Montérégie

Défi
Réunir les conditions d'efficacité pour la DSP

- Clarifier périodiquement le rôle et les livrables de DSP selon les besoins du point de vue de santé publique
- Quelques recommandations :
 - Préférer un statut « d'aviséur » au Comité de surveillance plutôt que celui de membre
 - Conserver notre neutralité
 - Spécifier que notre participation sera ponctuelle en fonction des enjeux de santé publique
 - Assurer l'expertise + les habiletés tactiques et relationnelles requises
 - Repréciser notre contribution lors des renouvellements de mandats et des plans de travail
 - Assurer une vision intégrée au nom du CISSS : l'action communautaire pourrait être sollicitée par la communauté

9

Direction de santé publique de la Montérégie

Défi
Conditions équitables de représentativité et d'implication de la communauté

- **Participation de citoyens**
 - Possibilité de faire évoluer le décret pour augmenter la présence de citoyens et/ou assurer la représentativité
 - Le décret prévoit le soutien à la participation citoyenne : est-ce vraiment le cas?
- **Participation du milieu communautaire**
 - Non prévu au décret
 - Ponctuelle dans notre cas : lourd au fil des années pour un organisme, enjeux de soutien financier à cette participation
- **Participation des municipalités**
 - Plusieurs aspects en périphérie du mandat strict du Comité de surveillance (ex. : relations avec la population, réglementations municipales, etc.)

10

Direction de santé publique de la Montérégie

Défi

Éthique
Transparence
Prise de décision
Communication

Enjeux pour une DSP

- Maintenir une bonne relation éthique entre les parties prenantes
- Viser des solutions justes et préventives
- Soupeser les critères d'évaluation des options
- Arbitrer des règles de transparence et de confidentialité interministérielles/partenariales
- Départager les responsabilités de communication de la DSP et des acteurs
 - ✓ dont le Comité de surveillance
 - ✓ et l'entreprise

11

Direction de santé publique de la Montérégie

**Considérant les avantages,
notre défi ultime :**

**Mettre à profit l'expertise des DSP
dans différents types de
comités de surveillance**

- Autres formes de comités
ex. : Comité de gestion du bruit – Aéroport de Saint-Hubert
- Resserrement des collaborations avec le milieu municipal
- Études d'impacts santé (EIS)

12

Direction de santé publique de la Montérégie

Perspectives d'avenir

Modernisation des orientations gouvernementales

Modalités pour participation citoyenne



13

1. Participation citoyenne

- Des modalités **avant** les autorisations
- Importance d'obtenir des précisions sur les modalités de participation citoyenne prévues après les autorisations

2. Répercussions sur offres de services des DSP



Direction de santé publique de la Montérégie

Merci de votre attention!

Questions?
Commentaires?

14

Direction de santé publique de la Montérégie